

Lettre du Roi à S. A. S. Le Prince  
de Neuchâtel.

Madrid le 25 mai 1812

Forſque J. A. P. Ommannua par la  
lettre du 16 du mois de mars dernier que S. M.  
J. en R. faiſait paſſer ſes armées en Eſpagne ſous  
mon commandement, ſ'évis ſans cette diſpoſition la  
volonté d'établir un ſeul ſyſtème militaire et de donner  
un centre commun de direction à toutes les opérations. Je  
me confirmai d'autant plus dans cette opinion que la  
lettre de S. A. S. ne laiſſait entrevoir aucune apparence  
de reſtriction au pouvoir que S. M. J. et R. voulait  
bien me confier. C'eſt dans ce ſens, c'eſt dans cet  
eſprit que j'ai agi immédiatement, et quoique dans  
les circonſtances critiques où ce pouvoir m'étoit confié,  
je ſuſſe méſſager de la tâche qu'il m'impoſerait  
je ne reculais pas, perſuadé que l'Empereur avait  
pris le ſeul parti qui lui reſtait à prendre pour  
ſauver les affaires d'Eſpagne.

Mais je ne tardai pas à m'apercevoir que  
je m'étais trompé ou que l'on m'avait trompé ſur  
les véritables intentions de S. M. J. L'armée de  
nord commença par ſe regarder comme indépendante.  
Le général qui la commande, mémoſ non ſeulement

mes ordres, mais se refusa même à donner les états  
de situation de son armée, et les communications que le  
simple desir de concourir au succès des opérations  
devait lui faire une loi de me faire passer. Ses expressions  
et les lettres de ce général, particulièrement de celle du  
29. avril sous N. A. trouvent ci-jointe une nouvelle  
copie (n° 1-) et seconde en Navarre dont j'ai  
fait porter plainte à l'Ambassadeur de S. M. I.  
ne laissant aucun doute sur ce fait.

Cependant l'armée du nord étend son action -  
pour ainsi dire jusques aux portes de Madrid; tous  
les pays situés sur la rive droite de l'Èbre, la vieille  
Castille, Burgos, les provinces de Duero sont occupés par  
elle: quelles opérations militaires, quels mouvements  
est-il possible de combiner, lorsque je ne suis pas  
instruit de ce qui se passe à vingt lieues de moi,  
lorsque je ne puis pas y donner un ordre à  
un détachement?

Le silence que S. A. E., après m'avoir averti  
par sa première lettre des instructions de détail  
que je lui joins en ce recueil, garde avec moi sur  
les observations que j'ai adressées à ce sujet  
lorsqu'une décision claire et précise était si urgente,  
augmentait déjà beaucoup les difficultés de ma position:  
mais les nouveaux ordres donnés à M. le Maréchal  
Duc

Pour la lettre de S. A. du 24. avril ne me parle  
pas, et qui me sont connues que par celle qui l'écrit  
(n° 2-) viennent en ajouter encore de plus grande.

L'armée d'Aragon qui en cas de mouvement prononcé  
de l'ennemi devait, suivant la lettre de S. A. du  
19 février (n° 3-) couvrir Madrid, qui devait par-  
consequens servir par l'armée du centre avec celle  
de Portugal ou du midi, et occuper, dans cette  
hypothèse, la Manche et la province de Cuenca;  
cette même armée chargée aujourd'hui uniquement de la  
défense de la Catalogne, de l'Aragon et du Royaume  
de Valence, voit le système général pour entrer dans  
un système particulier qui ne lui laisse plus aucune  
relation importante avec moi, et ne me permet plus de  
la compter pour quelque chose dans un plan  
raisonné d'opérations. S. A. mande au M<sup>ar</sup> Suchet  
"vous devez diriger toutes les forces qui sont à  
"vos ordres pour l'intérêt général de ce pays que  
"vous avez sous votre commandement." C'est en  
d'autres termes lui dire: "vous êtes indépendants,  
et vous ne ferez rien de ce qui pourrait vous  
"être ordonné ou demandé hors de cette direction."  
Aussi le premier résultat de cette disposition  
sera-t-il de me forcer à renoncer à la communication  
de Madrid à Valence, quoique S. A. en ait fait  
le point principal des instructions contenues dans



La lettre du 19. février. Car si le Maréchal  
Sücher se déterminé à retirer les troupes qu'il a  
dans la province de Quenca (et j'ai du actuellement  
le laisser maître de décider) Je n'ai aucun moyen  
de faire occuper suances, après avoir envoyé dans  
la vallée du Caye tout ce qui restait de l'armée  
du centre afin de rendre impossible la division de  
et lui laisser suivre, en cas d'événement, les  
mouvements de l'armée sous elle fait partie.

Présument l'armée du nord  
ne m'obéit pas; l'armée d'arragon est  
indépendante par les nouvelles instructions  
qu'elle vient de recevoir: vous savez les  
Justes sujets de plaintes que m'a données la  
conduite du M<sup>te</sup> Duc de Raguse à mon égard  
et J'ignore encore si l'armée du midi  
déjà si loin de moi par sa position,  
reconnait mon autorité.

Qu'il par le fait, le système que J'avois  
conçu et ce dans les vues de l'Empereur et  
de vous les avantages que J'entrevois au milieu  
de tant d'obstacles, pourvoient seul soutenir  
mon courage, est tout-à-fait détruit: l'indépendance  
républicaine des Génois en chef qu'il devoit  
anéantir, s'établit de nouveau, et le même  
défaut de concours en ensemble, sous on a

eu tant à se plaindre, va cependant les mêmes  
maux et nous entraînent vers quelque catastrophe.

N'en doutez pas: l'honneur des Armes  
Impériales se perdra en Espagne si l'on persiste  
dans la marche incertaine qu'on a suivie jusqu'à  
présent. Dirigez tout aux Génois qui sont placés  
sous mon commandement. Des ordres que J'en  
connais pas; m'exposent chaque jour à prescrire  
des dispositions sur lesquelles on me reproche  
comme l'a fait le Comte Dorsenne, par la  
copie d'une de vos lettres qui prescrivent le  
contraire, c'est annuler dans mes mains  
l'autorité qui m'a été confiée en l'étranger d'avance  
tous les résultats que M. J. & R. devoit  
en attendre.

L'Empereur ne peut, sans danger pour  
sa gloire, hésiter à ramener par les moyens  
qui lui paraîtront le plus appropriés aux  
conjunctures présentes, l'unité et l'œuvre  
de ses armées en Espagne: les événements  
militaires lui en font une loi: les malheurs  
et le désordre vont encore croissant si la  
guerre conduit l'Empereur dans le nord  
de l'Europe et ne lui permet plus de  
porter aussi fréquemment ses regards sur  
l'Espagne: M. J. & R. ne peut fermer plus  
longtemps les yeux sur l'état actuel de l'armée de

Portugal: Elle a eu le commandement par Mr. Le  
Maréchal Victor et par Mr. Le Général Momburn que j'ai  
conjurés, au nom de l'honneur français, de ne  
point céder à Mr. L'opinion qu'il a  
manifestée, et que je ne suis à portée  
de l'apprécier complètement que depuis que  
mes relations avec cette armée se sont établies.  
Il n'est que trop vrai que les Anglais ont  
pris l'ascendant sur le moral de troupes  
qui la composent; la chute de fort de  
Eage que Mr. Le Maréchal de Raguse jugeait  
imprenable, en est une preuve récente. Il  
faut de nouveaux chefs à cette armée;  
il faut plus: il faut en séparer les corps,  
les remplacer par d'autres, et étendre  
par une nouvelle organisation l'esprit d'ensemble  
qui s'y montre. L'Empereur peut seul  
opérer ces changements: j'ai bien déjà pensé  
plusieurs fois à me rendre à la tête de  
cette armée; mais de quelle utilité y serait ma  
présence, n'ayant ni permission à faire  
craindre, ni récompense à faire espérer?

Au surplus l'administration générale  
du pays n'appelle pas moins que la  
partie militaire une réforme indispensable.  
Comment l'Administration peut-elle rester  
séparée

Séparée du commandement général des armées?  
Comment celui qui se trouve chargé de les  
diriger peut-il être étranger aux mesures de  
gouvernement et d'administration dont dépendent  
l'entretien et l'existence de troupes? —  
Néanmoins les intendants des provinces continuent,  
comme par le passé, leurs fonctions, et  
même, à ce qu'il paraît, sans aucun ordre de me  
soumettre leurs opérations. S. A. S.  
Certainement n'aurait pas négligé de me faire  
connaître les instructions de l'Empereur  
sur cet important objet que j'en attendais  
avoir traité dans les détails promis;  
mais ces détails ne sont pas arrivés.  
Aujourd'hui que l'expérience de les recevoir  
est en quelque sorte perdue, je suis  
obligé de provoquer une décision, et ayant  
tant à faire je suis réduit à me plaindre  
d'une inaction forcée. On attendait le  
temps s'écoule, les moyens s'épuisent ou  
sont détournés de leur véritable destination:  
les habitudes que l'époque actuelle devait  
changer s'enracinent, et présentent des  
obstacles de plus quand il faudra entrer  
dans une marche régulière.

C. D.  
Cependant

Cependant J. C. F. sait aussi bien que moi jusqu'à quel point ma situation financière est critique. Elle sait que privé des produits de toutes les provinces de l'Espagne, Terçai & d'autre ressource que le prêt d'un million par mois que M. J. en R. veut bien me faire à compter du 1<sup>er</sup> juillet de l'année dernière. et sur ce prêt, il m'est du 2,500,000<sup>francs</sup> de 1811, et tous 1812: les deux derniers courus annoncés, de 500,000 francs chacun, ne sont point encore arrivés. J'étais donc, au premier de ce mois, en arrière de 6,500,000 francs, et en déficit au million annoncé, de 5,500,000 francs.

D'un autre côté, la part qui m'a été attribuée dans les contributions de Valence, et est réduite jusqu'à un million obtenu avec peine, et malgré les pressans besoins qui m'assaillent de toutes parts, il a fallu conserver la majeure partie de cette faible rentrée à envoyer des subsistances à l'armée de Portugal, et lui ménager des magasins sur le Tage: ainsi cette année à laquelle on avait abandonné la province de Catalogne et le parti de Calarua qui tous les

premier

grainiers de Madrid, après avoir gaspillé en moins de trois mois les ressources d'une fertile province, après avoir occasionné par son séjour et ses ravages la cherté excessive des grains, me contraindrait aujourd'hui à retirer de Madrid des blés pour les envoyer dans les provinces. même pour cette capitale d'alimentaire autrefois.

Un tel déplacement jusqu'à un autre exemple, a produit un mal également sans exemple: le blé est monté à Madrid au prix de 500 réaux la fanègue, et il résulte de ce prix exorbitant que le pain de munition, le seul pour la fabrication et la vente sont permises, ensuite d'un décret que J'ai rendu il y a environ deux mois vaut aujourd'hui 28 mai à Madrid 27<sup>roux</sup> 1/2 la livre de 16 onces de France; à ce taux, une livre de pain blanc, telle qu'on la mange communément à Paris, coûterait de 30 à 31<sup>roux</sup>. A peine mange-t-on du pain dans les meilleures maisons de la Capitale, et la garnison est à l'aiguë qu'il en, réduite à la demi-ration.

Deux

Cette détresse si grande, conséquence en partie  
nécessaire des causes que je fis connaître à V. M.  
au moment où l'armée de Portugal s'empara  
de la province de Tolède, mais qui subsistent  
malgré mes observations, ne peut recevoir de moi  
aucun soulagement. Dénûement de l'Éraser public  
le retard dans l'arrivée des fonds de  
France, ont fait manquer à la fois tous les  
moyens de diminuer le mal.

Sans doute l'Ambassadeur de S. M. J.  
en R. n'a pu lui laisser ignorer la vérité. Il  
aura vu le spectacle dont il doit être  
frappé en parcourant les rues de Madrid,  
où chaque jour quelque malheureux expire  
d'inanition. Si il a fait ce tableau, V. M.  
S. peut être persuadé qu'il n'y entre  
aucune exagération quelque douleur qu'il  
soit.

Je sais tout ce que ces tristes vérités ont  
d'affligeant; mais je serais coupable  
de les taire, et je ne manquerais pas  
à mes devoirs en ne le disant pas, avant  
de plus grands revers et lorsque le remède  
est encore possible.

Je prie donc instamment V. M. de  
mettre

mettre sous les yeux de l'Empereur  
cette lettre en celle qui l'ont précédée, et je  
supplie S. M. J. en R., au nom de  
ses plus chers intérêts, de fixer son  
attention sur les détails qu'elles contiennent.

Joseph

*[Faint, illegible handwriting, likely bleed-through from the reverse side of the page.]*

